



LINUS SILVESTRI AG

Partenaire opérationnel pour le bétail 9450 Lüchingen/SG

Tél. 071 757 11 00 Fax 071 757 11 01 Email: kundendienst@lsag.ch Site Internet: www.bioweidebeef.ch

Commercialisation et conseil:

Linus Silvestri, Lüchingen Jakob Spring, Kollbrunn Michael Burkard, Zillis

Natel 079 222 18 33 Natel 079 406 80 27 Natel 079 339 24 78

Votre chance – nous cherchons de nouveaux producteurs de Bœuf de Pâturage BIO®

Nous cherchons touiours

- Remontes d'engraissement provenant de troupeaux allaitants ou laitiers avec prime de qualité intéressante en fonction des résultats d'abattage
- Nouveaux producteurs de Bœuf de Pâturage BIO pour les formes de production suivantes: achat de remontes d'engraissement pour engraissement de finition, production laitière ou troupeau allaitant avec engraissement de finition (cf. www.lsag.ch)
- Éleveurs de vaches mères pour la production d'Aubrac

Vos avantages:

Intéressantes possibilités d'écoulement dans le programme Bœuf de Pâturage BIO.

Nous commercialisons:

Reproducteurs Aubrac, génisses F-1 pour vaches mères, remontes d'engraissement bio, veaux d'étal bio, petits veaux bio, porcs bio, truies bio, porcelets bio, vaches de réforme bio

Téléphonez-nous, nous vous conseillerons volontiers!











Impressum

24ème année 2015

Bioactualités: 10 numéros par an Numéros doubles: décembre/ janvier et juillet/août Magazine en allemand: Bioaktuell Magazine en italien: Bioattualità

Tirage

Allemand: 6846 exemplaires Français: 765 exemplaires Italien: 316 exemplaires (Certifié WEMF en 2014)

Distribution: Aux producteurs et preneurs de licences Bourgeon Abonnement annuel Fr. 53.-Abonnement pour l'étranger Fr. 67.-

Éditeurs

CH-4052 Bâle www.bio-suisse.ch FiBL, Institut de recherche de l'agriculture biologique, Ackerstrasse 113, Postfach 219, CH-5070 Frick

Bio Suisse, Peter Merian-Strasse 34,

www.fibl.org Imprimerie

AVD Goldach AG, www.avd.ch

Refutura, certifié FSC Label éco: Blauer Engel

Rédaction

Markus Spuhler (rédacteur en chef) Petra Schwinghammer (Bio Suisse) Adrian Krebs, Theresa Rebholz, Leonore Wenzel (FiBL) Carmen Büeler (Bio Suisse) redaction@bioactualites.ch

Mise en page

Simone Bissig (FiBL)

Traduction

Manuel Perret

Concept graphique

www.buerohaeberli.ch

Büro Haeberli

Publicité

Erika Bayer, FiBL, Postfach 219, CH-5070 Frick Tél. +41 (0)62 865 72 00 Fax +41 (0)62 865 72 73 publicite@bioactualites.ch

Abonnements et édition

Petra Schwinghammer, Bio Suisse Peter Merian-Strasse 34, CH-4052 Bâle Tél. +41 (0)61 204 66 66 edition@bioactualites.ch

www.bioactualites.ch

Utilisateur: bioactualites-print Mot de passe: ba2-2015

Couverture: Les petites fermes permettent aussi de vivre. À Lanzenhäusern BE, Christine Stämpfli et Reudi Schüpbach vivent sur 6,5 hectares. Photo: Monika Flückiger

La grandeur n'est pas la seule chose

Les entreprises agricoles suisses ont des possibilités de croissance limitées. D'une part à cause de la topographie et d'autre part pour des motifs socio-économiques. L'espace est limité en Suisse et les capitaux à investir dans la construction sont apparemment trop abondants. Il est en outre relativement illusoire de vouloir être concurrentiel sur un marché mondial - ou même seulement européen - aussi libéralisé. En plus des désavantages structurels, les différences de prix de revient et de vente sont bien trop grandes. Une stratégie qui ne vise que la croissance n'est pas une option pour l'agriculture suisse. Et pourtant la PA 14-17 a introduit un certain nombre de modifications qui profitent avant tout aux grandes exploitations. Le fait que les petites entreprises familiales soient justement celles qui sont le plus à même de réagir aux défis globalisés a été démontré entre autres par le Rapport mondial sur l'agriculture. Les Petits paysans exigent donc un échelonnement des contributions pour la sécurité de l'approvisionnement pour que les fonds fédéraux soient répartis plus équitablement entre les exploitations et non plus uniquement en fonction de la surface. Une nouvelle réflexion semble cependant avoir aussi eu lieu à l'office fédéral de l'agriculture, dont le directeur Bernard Lehmann dit dans son interview avec le Bioactualités qu'il veut modifier les dispositions pour les UMOS afin de créer une compensation pour les petites exploitations (voir page 10). Il s'agirait de créer les conditions-cadres nécessaires aussi pour les petites exploitations qui produisent beaucoup de valeur ajoutée. Nous sommes impatients de voir comment l'OFAG va réaliser cela dans la pratique.

Markus Spuhler, Rédacteur en chf

Markons dyntilen



Table des matières

Production

Politique

6 Assez grand, c'est grand comment?

La PA 14-17 profite surtout aux grandes exploitations. Y at-il des alternatives à «croître ou mourir», et si oui comment sont-elles considérées par la politique?

Bovins

12 Le cours de l'euro touche peu le marché du lait bio

Grandes cultures

14 JCB 2015: Grandes cultures sans bétail

Abeilles

6 Coop et Fenaco se disputent les apiculteurs

Transformation et commerce

Viande

Abattages bio pour se diversifier

Bio Suisse et FiBL

20 Bio Suisse

21 FiBL

Rubriques

- 2 Impressum
- 5 Brèves
- 13 Brèves
- 18 Brèves
- 22 Agenda / Petites annonces
- 23 Le dernier mot

Magrobio schönholzer ag www.agrobio-schönholzer.ch

BIOSUISSE

FOURRAGE

- O Foin de luzerne BIO en grosses balles carrées: protéines et fibres digestibles améliorent les rations, contenu de MA sélectionnable (4ème à 6ème coupe)
- O «Misto» BIO: mélange luzerne/ray-grass déshydraté
- O **Foin/Regain BIO**: ventilé, déshydraté, séché au sol
- O Foin d'épeautre/avoine BIO: pour jeune bétail, vaches taries, chevaux - ventilé ou déshydraté, coupé
- O **Produits de maïs BIO**: ensilage ou déshydraté
- O Cubes de céréale plante entière BIO: blé ou épeautre, contenu constant, équilibré, énergie rapide
- O Cubes de luzerne BIO: pellets de 15-16% en MA, et disponible chez nous en exclusivité Power Pellets d'environ 20% et High Power Pellets de 23-24% fourrages grossiers "concentrés"
- O **Pulpe de betterave BIO**: deshydratée, en granulés
- O Pommes de terre et carottes fourragères CONCENTRÉS
- O Tourteaux de lin, tournesol, colza BIO: protéines savoureux de la pression d'huile à froid suisse
- O Maïs-grain BIO
- O Aliment d'élevage «Projunior» BIO: sans soja
- Mélasse de betterave BIO: énergie visquese

PAILLE BIO e conventionnelle

779 562 45 00 info@agrobio-schönholzer.ch

Pots en verre avec couvercle **Bouteilles avec fermeture à étrier**

Pour toutes sortes d'aliments: Marmelades, fruits, légumes, ... Bocaux de formes et de grandeurs différentes de 0,4 dl jusqu'à 1 litre. Bouteilles avec fermeture à étrier 2,5 dl jusqu'à 1 litre.

> Crivelli Emballages • CH-6830 Chiasso **26** 091 647 30 84 • Fax 091 647 20 84

Echantillons gratuits avec liste des prix sur demande

crivelliimballaggi@hotmail.com



Produire dans le respect de l'animal et de l'environnement? Cela en vaut la peine car une alimentation pour les animaux sains ne pousse que dans une

Wytor AG, Diezikonerstr. 10, 8637 Laupen Tél. 055 266 19 11 www.wytor.ch / info@wytor.ch et 079 482 05 02



Compensez la carence en phosphore dans le fourrage de base avec le nouveau KRONI -Phosphore minéral Bio!

KRONI 302 Poudre Natura KRONI 303 Cubes Natura

Calcium: Phosphore = 0,5:1

- · Avec 4'000 mg de vitamine E
- Avec 50 mg de sélénium (liaison inorganique et organique)
- · Fourrage minéral standard pour les rations pauvres en

KRONI Fourrage minéral Transit pour les exploitations Bio

À utiliser durant les 3 demières semaines avant le vélage

KRONI 313

Cubes Transit Natura

KRONI 312 Poudre Transit Natura

Ca = 0.5 % Ca = 0.5 %P = 13 % P = 10 % Mg = 11 % Mg = 8.96

- · Avec 6'000 mg de vitamine E
- Avec 50 mg de sélénium (liaison inorganique et organique).
- · Contribue à la prophylaxie de la fièvre du lait
- Préparation au démarrage de la lactation

Nous vous préparons volontiers un mélange de minéraux adapté à votre exploitation. C'est avec plaisir que votre conseiller KRONI vous présentera les différentes possibilités.



Profitez de notre système attractif de rabais de quantité! Vous bénéficiez d'un rabais de 20% sur tout l'assortiment KRONI lors d'une commande de 1000 kg. Commandez en une fois les minéraux, les produits d'hygiène, les engrais et les lubrifiants.

KRONI Locher + Co. AG | 9450 Altstätten | T: 071 757 60 60 | info@kroni.cl



Lavande: recherchons cultivateur partenaire

Vous possédez une exploitation gérée selon les règles de l'agriculture biologique située dans un beau paysage et êtes intéressé-e par une collaboration durable avec un client fiable? Peutêtre avez-vous déjà des surfaces plantées de lavande? Pour la production de nos teintures mères homéopathiques, nous avons besoin de fleurs de Lavandula angustifolia fraîches (quantité minimum: 30 kg), récoltées à maturité optimale et à la main. Si vous êtes intéressé-e, nous nous ferons un plaisir de vous renseigner.

Contact: Ceres Heilmittel AG, Bachtobelstrasse 6, 8593 Kesswil, téléphone 071 466 82 82, info@ceresheilmittel.ch



DE LA PLANTE MÉDICINALE AU MÉDICAMENT HOLISTIQUE

Le nombre

72 000 000 000

Tel est en dollars US le chiffre d'affaires réalisé dans le monde par le commerce de

détail avec les produits bio au cours de l'année 2014.

Utilisez l'e-journal du Bioactualités



L'e-journal du Bioactualités vous donne dès maintenant la possibilité de lire l'édition imprimée du Bioactualités dans son layout original sous forme de version en ligne enrichie. Suivez les indications suivantes pour ouvrir une session.

→ www.bioactualites.ch > Magazine > Accès abonnés

Utilisateur: bioactualites-print
Mot de passe: ba2-2015
Le mot de passe se trouvera toujours dans
l'impressum de chaque numéro.

Afrique: Il faut remplacer les OGM par du bio

La pression exercée sur l'Afrique pour qu'elle cultive des plantes transgéniques augmente. La campagne «En finir avec la faim grâce à l'agriculture bio» de Swissaid cloue au pilori cette stratégie des multinationales agricoles et veut montrer des solutions plus sociales et écologiques. Les États africains subissent selon Swissaid une forte pression pour la légalisation des OGM.

Une puissante alliance de multinationales agricoles, dont la suisse Syngenta, d'institutions internationales, de fondations influentes comme la Gates Foundation ainsi que la diplomatie US jette actuellement tout son poids dans la balance pour aider cette technologie controversée à s'implanter en Afrique. Du coton transgéniques est par exemple autorisé au Burkina Faso avec la

promesse que les rendements vont augmenter et les quantités de pesticides diminuer. Rien de tout cela n'est vrai, dit Aline Zongo de l'organisation Copagen soutenu par Swissaid. Au contraire, la semence GM est dix fois plus chère, contamine les champs traditionnels et provoque un désastre.

«Nos partenaires africains s'y opposent cependant car cela ne permettrait pas de résoudre le problème de la faim», a expliqué la directrice de Swissaid Caroline Morel lors du lancement de la campagne de l'année «En finir avec la faim grâce à l'agriculture bio», qui mise sur l'agroécologie, une approche qui fournit des résultats remarquables dans de nombreux pays du Sud. comm.

La photo



La saison apicole 2015 s'approche à grands pas: Quand il fait chaud, on peut déjà voir des abeilles en vol de nettoyage et vers les trous d'eau. Le miel biologique suisse est très demandé et la population se préoccupe beaucoup de la santé des abeilles.

Lukas Inderfurth au Service médias

Lukas Inderfurth, 53 ans, est le nouveau responsable du Service médias de Bio Suisse. Il a pris ses fonctions le 2 mars 2015 après avoir travaillé pendant 16 ans dans la communication d'ABB Suisse, dont 14 ans comme responsable du Service médias. Auparavant il a été rédacteur en chef du journal «Zuger Presse» et rédacteur au «Sonntagsblick» et au «Zuger Nachrichten». comm.



Mutation structurelle:

Assez grand, c'est quoi?



Jusqu'où la mutation structurelle doit-elle aller? La croissance est attractive parce que les paiements directs se basent sur la surface. L'association des petits paysans veut une amélioration pour les petites exploitations. L'OFAG n'est pas absolument contre.

C'était une conférence de presse des plus conviviales. Dans le bistrot de la ferme bio Obereichi à Lanzenhäusern, les journalistes étaient assis autour d'une table en bois avec le paysan, sa femme et les organisateurs de l'association des petits paysans (APP). Les informations étaient accompagnées de friandises et de fruits secs maison. Ce que l'APP avait à dire était sur un registre moins harmonieux: La Confédération a trop basé sa PA 14-17 sur les grandes exploitations, a affirmé sa présidente Regina Fuhrer. L'APP reproche en effet que la suppression de la limite supérieure des paiements directs et l'affaiblissement du barème selon la surface ne profitent qu'aux grandes exploitations et aux paysans riches, et elle exige maintenant un plafonnement à 30 ha des contributions à la sécurité de l'approvisionnement (voir encadré). La nouvelle répartition de ces contributions – elles représentent 40 pourcent de l'ensemble des paiements directs – profiterait selon les calculs de l'APP aux deux tiers des paysans suisses, c.-à-d. à tous ceux qui ont des domaines de moins de 30 hectares de surface agricole utile.

Ni «croître» ni «mourir»

Le but de l'intervention est selon Fuhrer de casser la tendance «croître ou mourir» qui provoque dans le monde entier l'industrialisation de l'agriculture. La diminution du nombre d'exploitations menace la Suisse d'une perte de sécurité d'approvisionnement. Elle a besoin d'une agriculture diversifiée, liée au sol et flexible. «Les grandes exploitations spécialisées perdent leur capacité d'adaptation et ne peuvent pas bien réagir aux changements des exigences.» Fuhrer compte ici aussi les nouvelles exigences écologiques. «L'agriculture suisse doit abandonner cette logique de croissance et se tourner vers davantage de valeur ajoutée et de qualité.» La ferme de Christine Stämpfli et de Ruedi Schüpbach en est un bon exemple puisqu'elle produit sur seulement 6,5 ha un revenu suffisant pour être principal. Les productions principales sont 50 ares de plantes aromatiques, un verger haute-tige et 10 ares de fraises, le tout étant séché pour la vente.

Même l'OFAG pense que les petites fermes ont un avenir

L'APP n'est pas seule à poser ce genre d'exigences politiques: Sur le plan international, tant le Rapport mondial sur l'agriculture que la CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) recommandent un changement de paradigme. «Il faut s'éloigner de la production industrielle et gourmande en énergie et en ressources pour se tourner vers une agriculture à petite échelle et durable», a dit Fuhrer.

L'OFAG trouve que les petites exploitations à haute valeur ajoutée sont aussi un modèle d'avenir, explique son directeur Bernard Lehmann dans l'interview donnée au Bioactualités (voir page 10). Il faut créer des conditions-cadres adéquates non seulement pour les exploitations qui produisent des matières premières, mais aussi pour celles qui font beaucoup de vente directe. Lehmann veut donc compenser les conséquences négatives que la future modification des UMOS aurait pour les petits producteurs. Adrian Krebs

Les chances d'avenir d'un domaine agricole ne dépendent pas seulement de sa grandeur. Ici la ferme bio de Wendy et Alois Peter à Willisau LU. *Photo: màd*



Les petits paysans veulent une nouvelle répartition

La nouvelle politique agricole a supprimé les contributions aux détenteurs d'animaux et les a remplacées entre autres par des contributions à la sécurité de l'approvisionnement pour un montant de 1,1 milliard de francs, soit près de 40 pourcent de l'ensemble des paiements directs. Elles comprennent une contribution de base (actuellement 900.- Fr./ha) et des contributions pour l'exploitation en conditions difficiles L'Association pour les petits paysans (APP) exige maintenant une redistribution de la contribution de base au bénéfice des petites et moyennes exploitations. Tous les agriculteurs devraient recevoir une contribution plus élevée pour les 10 premier hectares, et la proposition de l'APP permettrait de recevoir davantage jusqu'à une surface totale de 25 hectares. Les dépenses supplémentaires pour les petites et moyennes exploitations seraient alors compensées par un plafonnement à 30 hectares. La proposition de l'APP a pour but de freiner l'affaiblissement de la dégressivité des paiements directs prévue par la PA 14-17. Avant les diminutions commençaient à 40 hectares, maintenant seulement à partir de 60 hectares. Cela avait encore permis de redistribuer 46 millions de francs aux petites et moyennes exploitations, argumente l'APP, et ce montant manque maintenant. La nouvelle PA va accélérer la mutation structurelle, une incitation malheureuse que l'APP demande de corriger. akr

 \rightarrow www.kleinbauern.ch



«Nous voulons des exploitations à haute valeur ajoutée»

Les valeurs pour les unités de maind'œuvre standard (UMOS) sont modifiées en fonction du progrès technique. Le directeur de l'OFAG Bernard Lehmann veut s'assurer que cela ne désavantage pas les petites exploitations.

Bioactualités: Comment voyez-vous l'entreprise agricole suisse du futur?

Bernard Lehmann: Les exploitations du futur doivent identifier les possibilités du marché et s'orienter en fonction de ça. Que ce soit pour la production de matières premières ou pour la vente directe avec la transformation fermière correspondante. Les producteurs de matières premières doivent bien sûr disposer de plus de surface pour engranger autant de revenu que ceux qui font de la vente directe puisque la marge est plus petite. Des modèles très différents sont pensables à l'intérieur de ces deux orientations principales en fonction des conditions individuelles des domaines agricoles.

Jusqu'où l'OFAG influence-t-il l'évolution des exploitations? Les buts principaux de l'actuelle politique agricole du Conseil fédéral et du Parlement sont d'une part une rémunération plus directe des prestations écologiques et liées au sol et d'autre part de créer de meilleures conditions pour les produits commercialisables. Le but est d'assurer de cette manière la rentabilité des exploitations même s'il y a des pressions extérieures. Par exemple sous la forme d'accords bilatéraux de libre-échange qui concernent directement ou indirectement la Suisse comme le projet d'accord de libre échange entre les USA et l'UE (TTIP).

«Nous voulons descendre le seuil des UMOS pour les paiements directs.»

Est-ce que des accords comme le TTIP ne menacent pas aussi les normes de l'UE et de la Suisse pour les denrées alimentaires, compliquant ainsi le projet de stratégie-qualité misant sur de hautes valeurs ajoutées?

D'un côté l'UE négocie elle-même âprement pour le maintien de ses normes alimentaires – ce qui est à notre avantage, et de l'autre les produits de haute qualité peuvent mieux se profiler si le consommateur a soudain le choix avec des produits importés bon marché qui répondent à des normes inférieures, mais il y a en Europe une assez forte disposition à payer davantage pour les produits de haute qualité.

Concrètement: Quelle surface une exploitation doit-elle avoir pour s'en sortir avec les modifications attendues?

Il est difficile de donner des chiffres concrets. Les exploitations qui produisent des matières premières pour la transformation devront s'agrandir. La surface moyenne des exploitations suisses a passé de 16 à 19 hectares ces dix dernières années. La mutation structurelle devrait continuer dans les mêmes proportions. On peut donc tabler pour 2025 sur une surface moyenne d'environ 25 hectares, mais la moyenne statistique dit relativement peu de choses.

«En Suisse, l'agriculture se pratiquera à l'avenir dans l'espace péri-urbain, c.-à-d. près des zones urbanisées.»

Les possibilités de croissance sont malgré tout relativement limitées. Que dites-vous de la revendication de soutenir plus fortement les petites exploitations?

J'admets que la PA 14-17 a affaibli la dégressivité des paiements directs liés à la surface au bénéfice des grandes exploitations. Les modifications des UMOS feront l'objet d'un paquet qui sera envoyé prochainement en consultation. Il contiendra aussi des propositions qui permettront de nouveau de mieux tenir compte des exploitations qui ont peu de surface mais qui produisent beaucoup de valeur ajoutée.

De quoi cela aura-t-il l'air concrètement?

D'un côté les activités proches de l'agriculture seront mieux prises en compte dans le calcul des UMOS, et de l'autre nous aimerions corriger vers le bas le nombre total d'heures de travail pour une UMOS. Nous voulons aussi abaisser le seuil actuel de 0,25 UMOS pour l'obtention des paiements directs. Il y aura aussi une uniformisation à 1,0 UMOS des exigences pour les crédits d'investissement. Pour les crédits d'investissement et les mesures d'amélioration des structures, nous proposons au Conseil fédéral d'accorder plus d'importance au potentiel des exploitations qu'à leur grandeur. Pour la définition de l'entreprise, les cantons ont déjà aujourd'hui une marge de manœuvre vers le bas jusqu'à 0,6 UMOS. Le pourcentage pour le supplément bio en rapport avec les valeurs UMOS reste le même que maintenant.

Cela sonne quand même comme un certain changement de paradigme. Comment en est-on arrivé là?

Cela s'est d'abord passé dans le cadre du traitement du postulat Leo Müller. L'adaptation des UMOS en fonction du progrès technique revient régulièrement, mais on a vu que cela aurait cette fois renforcé certaines conséquences négatives du système, et c'est une chose que nous voulons corriger avec le paquet que nous allons proposer.

L'Association des petits paysans exige un échelonnement différent des contributions pour la sécurité de l'approvisionnement. Que dites-vous à ce sujet?

Ce qui est déterminant pour nous, c'est ce que le Parlement a



Le directeur de l'OFAG Bernard Lehmann veut compenser l'adaptation des valeurs pour les UMOS en fonction du progrès technique en introduisant des mesures en faveurs des exploitations à forte valeur ajoutée. *Photo: Markus Spuhler*

décidé. La contribution pour la sécurité de l'approvisionnement a fondamentalement pour but de garantir la sécurité de l'approvisionnement. Il se poserait donc en tout cas la question de savoir si un échelonnement supplémentaire améliorerait ou non la sécurité de l'approvisionnement. Nous évaluerons ces deux prochaines années les effets des instruments des paiements directs et nous procéderons aux améliorations nécessaires le cas échéant.

Les petites exploitations ont donc quand même une place dans votre scénario pour l'agriculture du futur.

Les possibilités de croissance sont limitées en Suisse par la topographie et par l'aménagement du territoire – même si les terres cultivées doivent enfin être mieux protégées dans le cadre de la révision de la loi sur l'aménagement du territoire. L'agriculture se pratiquera à l'avenir dans l'espace péri-urbain, c.-à-d. près des zones urbanisées. Les consommateurs achètent selon les situations et les préférences des produits tantôt meilleurs et plus chers et tantôt moins chers. L'agriculture suisse doit réussir à se maintenir dans le premier segment. Je pense en effet qu'il y aura toujours là une forte demande pour des produits plus chers. Ce sera surtout le cas des petites exploitations en contact étroit avec les consommateurs. Or la politique doit aussi créer les conditions-cadres dont elles ont besoin. *Interview: Markus Spuhler*



L'UMOS - un outil multifonctions

Quand une exploitation est-elle une exploitation? Que faut-il pour avoir droit aux paiements directs ou pour être une entreprise au sens juridique? La reconnaissance comme entreprise est importante entre autres pour le droit foncier, locatif et fiscal, mais aussi pour l'octroi des crédits d'investissement. Cela fait longtemps que la Suisse travaille avec la notion d'unité de main-d'œuvre standard (UMOS) qui définit des besoins en main-d'œuvre standardisés en fonction de la grandeur et des éléments des exploitations. Ces normes doivent être adaptées début 2016 en fonction du progrès technique. Ce processus a été déclenché par plusieurs interventions politiques au niveau fédéral qui ont fini par déboucher sur un rapport publié par le Conseil fédéral en été 2014. Les modifications prévues par ce rapport poseraient des problèmes aux petites exploitations, mais aussi aux grands domaines qui ne font que des grandes cultures. Les modifications des ordonnances correspondantes sont en cours d'étude. Elles doivent entrer en vigueur le premier janvier 2016. Il s'agira donc d'ouvrir l'œil et de vérifier quelles seront leurs conséquences finales sur les exploitations. akr



Das transatlantische Abkommen bringt zwei Handelspartner mit unterschiedlichen Auffassungen von «gutem» Essen an einen Tisch. Während GVO in Europa verschrien sind, müssen sie in den USA nicht einmal deklariert werden. Bild: ug

Le grand défi de notre nourriture

«Viande aux hormones» et «Genfood»: Des mondes s'affrontent quand les USA et l'UE parlent de libre-échange. Un accord influencerait aussi le niveau suisse de qualité des denrées alimentaires.

Cela doit devenir la plus grande zone de libre-échange du monde. L'Europe et les États-Unis négocient depuis 2013 le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP). Le but de cet accord est de supprimer les entraves au commerce dans presque tous les secteurs – aussi dans l'agriculture. Les négocia-tions se passent en secret, mais il y a longtemps que des détails ont filtré et ont provoqué des inquiétudes et des protestations.

Les USA ne doivent pas respecter les normes UE

Les Européens voient leurs normes de qualité menacées. Car «supprimer les en-traves au commerce» peut signifier que les produits US exportés vers l'UE ne doivent plus respecter les normes européennes pour le social, les consomma-teurs, les animaux et l'environnement. Pour que cela ne désavantage pas les en-treprises européennes, l'UE serait alors obligée de niveler ses normes vers le bas. «Viande aux hormones», «poulet au chlore» et «genfood» – aux USA, la produc-tion des denrées alimentaires autorise des procédés que l'UE interdit ou qui doi-vent au moins être déclarés correctement. «Deux mondes s'affrontent», peut-on lire dans un communiqué de presse diffusé fin janvier par la Bund ökologische Lebensmittelwirtschaft (BÖLW) et d'autres associations critiques.

Les deux mondes s'affrontent aussi en ce qui concerne la gestion des risques lors des procédures d'homologation des produits chimiques ou des OGM: Alors qu'aux USA c'est l'État qui doit apporter la preuve des risques d'un produit phyto-sanitaire ou d'une variété génétiquement modifiée, en Europe

c'est les entreprises qui doivent prouver avant l'autorisation que leur produit ne menace ni la santé ni l'environnement. Pour les OGM, les États membres de l'UE peuvent même rejeter des demandes d'autorisation pour des raisons socioéconomiques – un point que les USA contestent depuis longtemps parce qu'il ne serait pas conforme aux règles de l'OMC.

Conclusion possible cette année encore

Malgré les véhémentes protestations des populations des deux côtés de l'Atlantique, les experts pensent qu'un accord sera conclu – peut-être même en-core fin 2015. Pour la Suisse, cela signifierait une discrimination massive dans presque tous les domaines économiques – à moins de reprendre l'accord prati-quement tel quel. La diplomatie suisse pense qu'un accord commercial séparé avec les USA est irréaliste à cause de la faiblesse de la position de la Suisse (cf. encadré).

Ce qui se négocie actuellement à huis clos à Bruxelles et à New York concerne donc aussi les consommatrices et les consommateurs suisses puisque, ici aussi, les normes pour les denrées alimentaires pourraient chanceler, la pression sur les prix augmenter, la confiance des consommateurs se ratatiner. Les valeurs comme la régionalité, la vente directe ou un label de durabilité bien connu comme le Bourgeon Bio deviennent donc toujours plus importantes. *Ursina Galbusera*

 (\mathbf{i})

Produits bio CH pas reconnus aux USA

Le secteur biologique suisse a déjà pu voir ce qui se passe quand le grand voisin conclut un accord avec les USA. L'UE et les USA reconnaissent leurs produits bio comme équivalents depuis février 2012. «Les autorités suisse essaient depuis lors d'obtenir la même chose pour les produits biologiques suisses», explique Martin Bossard, le responsable des affaires politiques de Bio Suisse. «Mais ils n'y voient apparemment aucune urgence et le dossier dort déjà depuis deux ans dans les tiroirs de fonctionnaires US subordonnés.» ug

La nouvelle ordonnance bio de l'UE suscite incompréhension et colère

Malgré de violentes critiques, la Commission européenne tient bon sur son projet de nouvelle ordonnance bio. Les fédérations bio s'y opposent car elle réfrénerait l'agriculture biologique.

«Non au frein bio de Bruxelles!» – Ce slogan saute aux yeux en allemand sur le site internet qui vient d'être mis en ligne www.mehr-bio-in-europa.eu. «Soutenez notre appel – signez maintenant!» Les fédérations bio allemandes rassemblent des signatures contre la révision globale de l'ordonnance bio de l'UE. Le «frein bio de Bruxelles» désigne le projet présenté par la Commission européenne en mars 2014 (voir le Bioactualités 3/14) car la nouvelle législation freinerait l'agriculture biologique au lieu de la favoriser. L'organisation fâtière bio européenne IFOAM-UE fait aussi bloc derrière cette critique.

Des nouvelles règles contre les paysans bio

Le principal motif d'énervement est que la Commission européenne veut introduire des valeurs limites bio pour les résidus de pesticides qui devront être respectées par les produits bio, punissant ainsi les agriculteurs bio pour les pesticides utilisés par leurs voisins. Les fédérations bio critiquent aussi l'interprétation rigide des prescriptions: La Commission européenne veut par exemple interdire totalement les achats d'animaux, de plantes et de semences ne provenant pas de l'agriculture biologique.

La proposition de la Commission a aussi inquiété la fédération Bio Suisse. En effet, les conventions bilatérales conclues avec l'UE prévoient que la Suisse doit reprendre tôt ou tard les nouvelles règles édictées par l'UE. À Bio Suisse, Hans Ramseier observe le processus depuis plus d'une année. «Même si ce n'est qu'indirectement, nous participons au processus à travers l'IFOAM», dit-il. Les représentants bio des pays alpins avaient ainsi pu obtenir une correction importante il y a une année déjà, encore pendant le travail de la Commission: cette dernière a enlevé de son projet l'interdiction des stabulations entravées suite à la critique formulée par l'IFOAM.

Le Conseil des ministres veut cette révision

Les fédérations bio allemandes sont donc elles aussi confiantes que leur action contre le «frein bio de Bruxelles» leur permettra d'obtenir les corrections les plus indispensables. Car il n'y a aucune chance de faire renvoyer la proposition à la Commission européenne comme l'IFOAM et la majorité des parlementaires le voudraient bien puisque le Conseil de l'Union européenne – le troisième conjuré – avait déjà fait comprendre qu'il ne rejetterait pas la proposition de la Commission. Le Parlement est donc pratiquement contraint d'entrer en matière s'il ne veut pas abandonner l'avenir du bio européen à la Commission et au Conseil.

La Commission agricole du Parlement de l'UE doit promulguer début mai 2015 un rapport sur l'actuel projet de la Commission. Le parlement en débattra ensuite pendant l'été 2015, puis suivront les négociations triangulaires entre le Parlement, le Conseil et la Commission. Cela peut donc durer longtemps jusqu'à ce que ces trois instances aient trouvé un dénominateur commun. Les fédérations bio allemandes auront donc besoin d'avoir du souffle pour répéter encore et encore: «Non au frein bio! Les citoyens de l'Europe veulent davantage de bio, pas moins!» Ursina Galbusera



Le projet de nouvelle ordonnance bio de la Commission européenne tient peu compte des demandes des paysans bio. Photo: U. Galbusera

L'euro presse le prix du lait — Conséquences (encore) limitées en bio

La baisse de l'euro fait trembler l'économie laitière, mais les conséquences sont encore modérées en bio. Grâce au fait que la plupart de nos transformateurs dépendent peu des exportations.

Le 13 janvier entrera probablement comme jeudi noir dans les annales de l'économie laitière suisse. L'abandon du taux plancher par la Banque nationale suisse touche de plein fouet le seul secteur de l'agriculture qui dépende fortement des exportations puisque la baisse de l'euro a provoqué de l'autre côté de la frontière un renchérissement des produits suisses de 15 à 20 pourcent d'un coup, ce qui correspond à environ 1.50 Fr./kg de fromage.

Il ne faut donc pas s'étonner que la question du marché ait figuré tout en haut de l'ordre du jour de la séance du début février de la CT Lait de Bio Suisse. Contrairement au secteur conventionnel où des baisses de prix dues au cours de l'euro ont déjà été mises en place, amenant le secteur à déposer de nombreuses demandes de soutien auprès de la Confédération et des protestations auprès de la transformation et du commerce, le segment bio n'a pour l'instant pas de raison de s'activer. Les membres de la CT sont d'accord: la pression est nettement moins forte parce qu'on n'exporte pratiquement pas de fromage bio, ce qui nous rend moins dépendants du cours de l'euro.

Font exception les producteurs de l'OPU Züger / Forster. La Züger Frischkäse AG exporte du fromage frais et la Molkerei Forster AG du yogourt. Les deux sociétés ont dû baisser les prix pour défendre leurs parts de marché menacées par la baisse de l'euro, explique Peter Merk, le représentant de l'OPU auprès de la CT. Les fournisseurs de lait de Züger / Forster doivent supporter des baisses massives de prix. Avec un prix de moins de 70 ct./kg, Merk s'attend à ce que certains producteurs pensent sérieusement à arrêter.

La crise touche quand même le fromage bio

Urs Flammer, le président de la CT, est d'avis que l'assez bonne année 2014 et la situation décrite plus haut lui permettent quand même d'être selon ses propres mots «prudemment optimiste». Mais il précise avec le directeur de Bio Suisse Daniel Bärtschi, qui participait aussi à cette séance à Bâle, qu'il ne s'agit que d'un instantané, qu'il ne faut pas se faire d'illusions et que la pression sur les prix augmentera aussi pour les producteurs bio. En effet, si la différence de prix avec le lait conventionnel dépasse 20 centimes, cela attirera de nouvelles reconversions et mettra en péril l'équilibre du marché, a précisé Dominik Estermann du Biomilchring de la ZMP.

Le Biomilchpool se préoccupe quant à lui beaucoup du marché du fromage. Son directeur Bendicht Glauser: «Quelques fromageries ont déjà demandé si nous pouvions adapter le prix du lait.» Il part du principe que la situation quantitative va encore se détériorer au printemps à cause des fluctuations saisonnières. Les producteurs de lait de Suisse centrale le ressentent déjà concrètement puisque l'OP ZMP a déjà baissé le prix de 2 centimes à partir du 1er février à cause de l'augmentation prévisible de la production printanière. Et, comme l'a annoncé Cyril de Poret de Progana, des retenues sont prélevées pour la première fois sur les livraisons de lait pour le gruyère conventionnel et biologique, un fromage qui avait pourtant jusqu'ici traversé les différentes crises du lait presque sans y laisser de plumes.

Baisse de prix en vue pour l'OPU Züger / Forster

Que faire? Le président Urs Flammer a averti en résumé que «La différence avec le prix du lait conventionnel ne doit pas devenir trop grande, ni chez les producteurs ni chez les consommateurs.» L'offre et la demande de lait bio doivent rester en équilibre. Le Jurassien Thomas Herwig a expliqué qu'il faut se mettre immédiatement au travail au lieu de geindre. Il a recommandé de réintroduire le centime du lait pour relancer les ventes. Et davantage de producteurs voudront arrêter si la pression sur les prix dure. Faudra-t-il alors en trouver des nouveaux à moyen terme comme le pense Dominik Estermann? L'année en cours devra nous le montrer. Adrian Krebs



La baisse de l'euro ne concerne d'abord «que» l'exportation du fromage. *Photo: Marion Nitsch*

Les biodynamistes veulent une production animale éthique et écologique

Le congrès international annuel du mouvement biodynamique s'est déroulé début février au Goetheanum, à Dornach BL, avec quelque 700 participants du monde entier - paysans, représentants d'associations, chercheurs, apprentis. Le thème de cette année était «Quel avenir voulons-nous pour les animaux agricoles?» L'incertitude au sujet de la production animale augmente parce que la société est toujours plus critique à son égard et qu'elle devient de plus en plus souvent une charge économique et sociale pour les fermes. Or les animaux sont un élément central et indispensable de l'«organisme agricole» qu'est une ferme biodynamique.

Il s'agissait donc de mettre en lumière l'importance et les défis pratiques, écologiques et éthiques de la production animale. Les aspects les plus divers de ces questions ont été traités dans des exposés, des rapports et des



groupes de travail et de discussion.

Le mouvement international Demeter s'est prononcé pour une production animale intégrée dans les fermes et reposant sur une relation partenariale et éthiquement défendable avec les animaux. Florian Leiber, FiBL

Les USA autorisent des variétés de pommes GM

Le ministère américain de l'agriculture (USDA) a donné son feu vert pour la culture de deux variétés de pommes génétiquement modifiées (GM). La société canadienne Okanagan Speciality Fruits a créé en modifiant son génome une pomme qui ne brunit pas quand on la coupe. Cette variante nommée «Arctique» existe actuellement pour la Golden Delicious et la Granny Smith. L'USDA a autorisé mi-février leur culture commerciale. Les premières pommes GM seront donc commercialisées fin 2016 selon Okanagan Speciality Fruits. Le New York Times fait état de 175 000 prises de position déposées à l'USDA, dont la grande majorité s'opposait à cette autorisation. Le fait que la pomme brunisse est un aspect purement cosmétique avec lequel les consommateurs et l'industrie savent parfaitement comment se comporter et cela depuis des générations. lid



Tél. +41 24 441 56 56 Fax +41 24 441 21 82

orbe@hauenstein.ch www.hauenstein.ch

Les conseillers semences.



Votre fournisseur de semences biologiques

Actualités

- Fr. 43.- par année (seulement en Suisse, au max. 3 ans).

Prénom

Nom

Adresse

NPA / localité / pays

Courriel

Signature

Journée des Grandes Cultures Bio 2015: Les préparatifs vont bon train

Grandes cultures et teneurs extrêmes en éléments nutritifs – on pourra voir ce que ça donne lors de la Journée des Grandes Cultures Bio organisée au Jura sur un domaine sans bétail.

La Journée suisse des Grandes Cultures Bio (JCB) 2015 se déroulera sur un domaine extrême pour les conditions suisses mais pas atypique pour la Suisse romande. Yvette Fleury cultive à Courtételle JU un domaine céréalier bio sans bétail de 50 hectares de SAU. «Le domaine s'est proposé avant tout pour sa situation, ses parcelles et ses sols adéquats ainsi que pour l'infrastructure disponible», dit Amélie Fietier de la Fondation Rurale Interjurassienne (FRIJ). «Il est cependant aussi intéressant parce qu'il permet de voir des grandes cultures dans des conditions spéciales de fertilisation.» Les faibles niveaux de fertilisation sont en effet un des thèmes que l'on veut aborder lors de la JCB de cette année. «Il y aura en effet de vastes essais de céréales avec deux intensités de fumure différentes», explique Fietier. C'est elle qui s'occupe des parcelles de démonstration pour la JCB 2015.

Fumure des céréales: lisier méthanisé et Biorga

«L'ensemble de la surface des essais de céréales recevra la fumure de fond habituelle de 15 m³ de lisier méthanisé, soit env. 60 unités d'azote et 30 unité de phosphore. La moitié de la surface recevra en plus 40 unités d'azote sous forme d'un engrais Biorga.» On pourra donc voir en juin les essais de blé et d'épeautre du FiBL placés dans ces conditions, mais aussi des spécialités comme du blé de printemps, du seigle et de l'orge riche en bêta-glucanes.

Deux autres questions centrales dont on veut discuter dans le cadre d'ateliers organisés pour les visiteurs sont d'une part la qualité boulangère et les possibilités de l'influencer, et d'autre part les alternatives à disposition de ceux dont les cultures ne peuvent pas atteindre la qualité boulangère exigée.

Démonstrations de machines et cultures associées

En plus des céréales, la JCB accordera aussi une grande importance au travail réduit du sol. La question principale est ici de savoir avec quelles machines et procédés on peut remplir les conditions du programme de contributions défini par la Confédération. Des démonstrations de machines présenteront différentes possibilités en live le 13 juin.

Il y aura aussi des démonstrations de machines de désherbage dans les parcelles de maïs. Différentes machines pourront être comparées du point de vue du pilotage dans les lignes. Le travail du sol est aussi à l'étude pour le maïs, et une parcelle est prévue pour du semis direct. D'autres parcelles de démonstration permettront de voir des cultures associées faisant varier les variétés et les dates de semis, et le thème des oléagineux ne sera pas oublié. *Markus Spuhler*







Yvette Fleury cultive ses 50 hectares uniquement avec les machines de la famille. Photo: spu

Beaucoup de surface et peu de fumure

Yvette Fleury fait des grandes cultures bio sans bétail sur une cinquantaine d'hectares. Elle utilise du fumier de volaille, du lisier méthanisé, des engrais du commerce et des légumineuses.

Yvette Fleury a en fait une formation d'horticulture, mais aujourd'hui elle dirige une ferme de grandes cultures de 50,4 ha SAU qu'elle avait reprise avec son mari en 2001. Ils l'avaient reconvertie ensemble au bio en 2003. Depuis la mort de son mari en 2012, cette mère de six filles dirige seule la ferme. Elle est aidée par son beau-père, son beau-frère et ses neveux, qui ont eux-mêmes des domaines agricoles.

C'est le vulpin qui est le plus grand défi

Le domaine produit avant tout des céréales: La rotation culturale comprend du blé, de l'épeautre, de la féverole en culture associée et des prairies temporaires. «Notre domaine est extensif», explique Fleury. «Le blé produit un rendement moyen de 40 kg/a, 45 les bonnes années.» La plupart des céréales sont reprises par le Moulin Rytz et le reste par le Moulin Charmillot de Vicques JU. Elle n'a jusqu'ici pas eu de problèmes de qualité boulangère malgré la faible intensité de fumure. Elle sait qu'elle le doit à ses sols plutôt lourds. Fleury pratique une fumure basée sur du fumier de volaille bio de la région, du lisier méthanisé et des engrais du commerce. Le désherbage se fait à la herse étrille, les rumex et les chardons sont arrachés à la main. Le plus grand problème sur le domaine est cependant le vulpin», dit Fleury. «Seule la charrue en vient à bout.» Elle veut en plus commencer à laisser les prairies temporaires trois ans au lieu de deux en espérant que cela étouffera mieux le vulpin. Fleury vend le foin surtout dans la région, il n'y a pas de problème pour l'écouler. «La majorité est vendue avant qu'on ait fauché...»

N'a pas besoin d'entrepreneurs agricoles

Fleury dispose d'un parce de machines complet qui permet de faire tous les travaux – en recourant quelquefois aux machines de la parenté.

Fleury voit de toute façon l'avenir de sa ferme dans l'agriculture biologique, mais elle ne sait pas encore comment elle aimerait la développer. «Je me réjouis de cette Journée des Grandes Cultures Bio, on y verra peut-être de nouvelles approches intéressantes.» *Markus Spuhler*



13.6.: Journée des Grandes Cultures Bio

La Journée suisse des Grandes Cultures Bio (JCB) 2015 se déroulera le samedi 13 juin à Courtételle JU. Elle sera consacrée aux défis de la PA 14-17 et à la fertilisation. Il y aura à voir des démonstrations de machines, des essais de variétés de céréales, de cultures associées et de semis direct du maïs. Cette manifestation permettra d'avoir des échanges avec les collègues et les partenaires de la branche. La Journée suisse des Grandes Cultures Bio 2015 est organisée par la Fondation Rurale Interjurassienne, le centre agricole d'Ebenrain, Bio Suisse, Agridea, le FiBL et Sativa. La Journée suisse des Grandes Cultures Bio est un événement bilingue en allemand et en français qui s'adresse aux producteurs bio et non bio. spu

→ www.grandes-cultures-bio.ch

Miel bio: Entre abeilles camées et apiculteurs inquiets

Les détaillants aimeraient du miel biologique suisse, mais les bonnes perspectives dans la vente directe, les parasites et les pesticides limitent la production.

L'intérêt pour les produits bio a progressé ces dernières années - aussi la demande pour le miel bio. «Coop aimerait accélérer l'exploitation de ce potentiel au cours des prochaines années», affirme Lukas Frey, un acheteur de la Coop. Le miel crémeux Naturaplan de Bulgarie est très apprécié: Si les ventes de miel bulgare de production Bourgeon certifiée atteignaient 50 tonnes en 2012, c'et 95 tonnes qui ont été vendues en 2014. «Il est numéro 1 du classement: il n'y a actuellement pas d'alternative à cette qualité de miel très crémeux», explique Frey. «Les clients de la Coop achètent tout de même aussi volontiers du miel Bourgeon suisse de production régionale même s'il est un peu plus ferme», continue-t-il. Ce n'est qu'en 2013 que la Coop a élargi son assortiment avec du miel Bourgeon suisse et en vend environ 4 tonnes par année. Malgré les difficultés d'approvisionnement, la Migros a vendu 22 tonnes de miel biologique suisse depuis fin 2012.

Coop et Fenaco courtisent les apiculteurs suisses

Alors que l'approvisionnement sur le marché bulgare du miel ne pose pas de grands problèmes, il en va autrement sur le marché suisse. Coop espère que sa collaboration avec le service de l'apiculture bio du FiBL lui donnera une meilleure position commerciale et, à long terme, une offre plus abondante en miel suisse certifié Bourgeon. La Coop permet ainsi pour les trois prochaines années un élargissement du programme de formation du FiBL ainsi que du conseil pour les producteurs potentiels de miel Bourgeon pour la Coop. Les autres partenaires qui participent à ces activités sont Bio Suisse, le groupe de travail AGNI et d'autres spécialistes de l'apiculture bio. Les cours sont centrés sur l'apiculture bio, la santé des abeilles, la multiplication, l'assurance-qualité et la certification. Le responsable principal pour le FiBL, Salvador Garibay, explique: «L'offre doit surtout attirer des jeunes apiculteurs, mais aussi

des apiculteurs conventionnels.» Un site internet est prévu comme plateforme d'information pour les apiculteurs biologiques suisses. Le site internet bioactualites.ch contient déjà de nombreuses informations sur l'apiculture bio, notamment le film «Arbeiten im Dezember – Varroabehandlung mit Oxalsäure», qui complète la série de six films «Bioimkerei im Jahresverlauf» qui a été réalisée en collaboration avec Bio Suisse.

Fenaco est en train de développer sous le nom d'ApiCenter un centre de compétences pour la pollinisation et un commerce d'articles apicoles. Fenaco veut encourager l'apiculture suisse en adoptant la devise «Tout pour l'apiculture». Un des points forts sera la commercialisation de ruches du type «Langstroth» qui ont fait leurs preuves dans le monde entier depuis des siècles et qui devraient maintenant remplacer les ruches suisses. Cette ruche permet à l'apiculteur de travailler plus simplement, plus rationnellement et plus rentablement, a annoncé l'apiculteur amateur et directeur de l'ApiCenter Kaspar Stiefel dans le «Schweizer Bauer».

Trop de parasites et de pesticides

Mais à quoi une apiculture plus rentable et une amélioration de l'offre de formationpeuvent bien servir aux apiculteurs si les abeilles elles-mêmes sont menacées? Le film «More than Honey» a contribué à la popularité de l'abeille mellifère et à faire connaître au public les causes possible de la mort des abeilles. Le varroa est un acarien considéré comme le principal parasite des abeilles, suivi par d'autres influences comme les maladies, les mauvaises conditions météo, les pesticides et le manque de nourriture quand il n'y a pas de miellée. Les apiculteurs ont a peine acquis un peu d'expérience dans la lutte contre le varroa qu'un nouvel ennemi s'approche: Depuis l'année passée, l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) craint l'arrivée en Suisse du petit coléoptère de la ruche, qui a déjà été vu en Italie. Des insecticides du groupe des néonicotinoïdes sont aussi pointés pour leur responsabilité dans l'affaiblissement des colonies d'abeilles: L'UE a proclamé en 2012 un moratoire sur les matières actives imidaclopride, clothianidine (toutes deux de Bayer CropScience) et thiamethoxame (de Syngenta). Très efficaces, les néonicotinoïdes s'attaquent au système nerveux des insec-

 $Beckenried, 2010 \ (g.) \ et \ 1987: \ Prairie \ grasse \ / \ \grave{a} \ from ent al \ avec \ sympt \^omes \ de \ d\'ebut \ d'intensification. \ \textit{Photos: Pro Natura, Nathalie Renevey} \ / \ Willy \ \textit{Burkhardt}$





tes. Syngenta et Bayer CropScience ont déposé plainte en 2013 contre l'interdiction auprès de la Cour Européenne de Justice en invoquant des infractions à des lois de l'UE et une déficience des preuves des effets nocifs sur les abeilles. En Suisse, l'autorisation de ces produits est suspendue pour l'instant jusqu'en 2015. Il s'agit d'ici-là d'améliorer la marge de sécurité et les techniques permettant de diminuer les risques pour les abeilles. L'association Pollinis a lancé en automne 2014 à Bruxelles sa campagne «StopNeonics» pour obtenir une résolution de l'UE contre les néonicotinoïdes. Près de 40000 personnes ont déjà signé la pétition (www.pollinis.org).

Bagarre autour du nourrissement des abeilles

L'offre de nourriture pendant la période sans miellée fait actuellement débat en Suisse. En introduisant au premier janvier 2015 un nouvel élément structurel écologique dans l'ordonnance sur les paiements directs, le Conseil fédéral a déjà réalisé les premiers pas du plan national de mesures pour la santé des abeilles, mais la protection de la nature et l'agriculture se disputent sur leur efficacité. Il s'agit des «bandes fleuries», donc des bandes de fleurs sauvages installées pour une durée d'au minimum 100 jours sur les surfaces agricoles intensives. La surface maximale de 50 ares est relabourée après la culture; la Confédération paie 2500.- Fr./ha. Ces bandes fleuries ont pour but d'offrir de la nourriture aux abeille mellifères et sauvages et à d'autres auxiliaires pendant les mois d'été où il y a très peu de fleurs dans les zones de grandes cultures. La protection de la nature critique la courte durée de 100 jours, sans compter que les bandes fleuries pourraient menacer des instruments plus adéquats comme les jachères pluriannuelles. L'agriculteur Demeter Christian Müller de Hellikon AG critique particulièrement la grandeur des bandes fleuries et plaide pour une intégration holistique de la biodiversité dans l'agriculture: «Lors du choix de la rotation culturale qui convient, les cultures qui font des fleurs sont un critère important en plus des rendements et de l'amélioration de la fertilité du sol.» Sa rotation culturale assure d'avril à novembre la production de nourriture pour le monde des insectes sur au moins 2,5 ha, ajoute Müller. Leonore Wenzel



Premiers vols de nettoyage et et de récolte de pollen quand il fait chaud au printemps. *Photo: Leonore Wenzel*



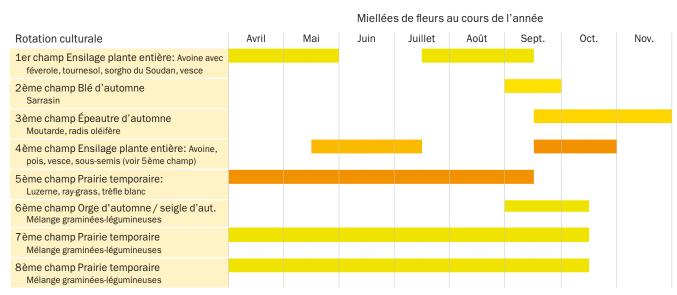
Se reconvertir au miel Bourgeon

La reconversion de l'apiculture conventionnelle au miel Bourgeon dure un an. En cas de reconversion par étapes, la fabrication des rayons doit être exempte de résidus au plus tard après trois ans. Le remplacement de la cire qui est nécessaire pour cela est un élément important de la reconversion. Les apiculteurs bio utilisent des ruches en matériaux naturels, utilisent des abeilles adaptées à la région et recourent à des procédés naturels de multiplication. Ils renoncent aux produits de synthèse et luttent contre la varroase uniquement avec des acides organiques. Les abeilles sont nourries avec du sucre bio, du sirop de sucre bio et du miel bio. Le miel doit être vendu en conventionnel pendant toute la reconversion même si toutes les exigences bio doivent être respectées. Vu que la saison apicole commence bientôt, l'apiculteur Demeter Martin Dettli recommande de commencer maintenant la préparation de la reconversion et d'acheter suffisamment de cire bio. Imus

Fiche technique sur l'apiculture bio

 $\longrightarrow \text{www.fibl.org} > \text{Shop} > \text{Exigences pour l'apiculture biologique}$

L'EXEMPLE DE ROTATION CULTURALE POUR UNE ANNÉE FLEURIE DE L'AGRICULTEUR CHRISTIAN MÜLLER DU RÜTTIHOF



Les insectes trouvent de la nourriture d'avril à novembre grâce aux engrais verts et aux semis sous couverture de cette rotation culturale. Graphique: lmw

Devinette: Gagnez des fruits secs!

La couverture de ce numéro montre une photo de Christine Stämpfli et Ruedi Schüpbach de la ferme bio «Obereichi» à Lanzenhäusern BE. Il présente une plaque pleine de fruits secs pas forcément faciles à identifier. La première ou le premier à nous écrire de quelle sorte de fruits il s'agit recevra un paquet de fruits secs d'Obereichi. Prière d'adresser vos réponses à redaction@bioactualites. ch. abr



La Coop a atteint 1,1 milliard avec le bio en 2014

Le groupe Coop a publié fin février ses chiffres d'affaires pour 2014, qui affichent un produit net de 27,2 milliards de francs, ce qui représente une croissance après corrections dues aux taux de change de 1,3 pourcent par rapport à l'année précédente. La coop a réalisé un produit net de 7,7 milliards avec le commerce de détail, ce qui correspond à une croissance après corrections dues aux taux de change de 2,4 pourcent. «Nos marques de durabilité et nos labels continuent leur forte progression et ont atteint de nouveaux records en 2014», dit un communiqué de presse de la Coop. Ils ont fortement contribué à ces résultats réjouissants: leur chiffre d'affaires net a progressé de 4 pourcent à 2,3 milliards en 2014. Les produits biologiques certifiés ont réalisés un chiffre d'affaires record de 1,1 milliard de francs. mgt

OGM: Pas de pub pour le «non mais»

Les denrées alimentaires peuvent être vendues avec la mention «Sans recours au génie génétique» si on a réellement renoncé totalement aux OGM. Il n'en reste pas moins que, contrairement à ce qui était prévu, le renoncement partiel à l'ingénierie génétique ne pourra toujours pas être déclaré. Le département fédéral de l'intérieur (DFI) a décidé après une consultation de renoncer à modifier la réglementation. Sa proposition avait buté contre un grand scepticisme. Il avait en effet prévu qu'il soit désormais possible de déclarer le renoncement partiel aux manipulations génétiques. Les produits comme la viande, les œufs ou le lait auraient pu être dits «produit sans fourrage génétiquement modifié» même si les animaux avaient reçu des additifs fourragers - vitamines, enzymes ou acides aminés - provenant de microorganismes GM. bionetz



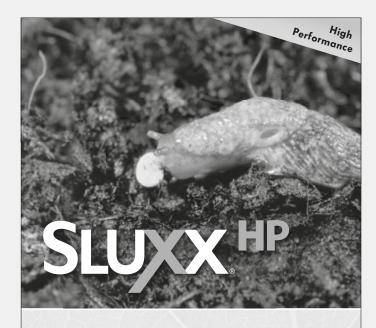
Le leader du commerce des œufs bio!



KAG freiland

Visitez notre site internet: vous y trouverez des informations acutelles pour les clients et les fournisseurs! www.hosberg.ch





Nouvel appât biologique contre les limaces

- Densité élevée d'appâts (60 granulés/m²) et excellente efficacité
- Inoffensif pour arthropodes, vers de terre et vertébrés
- Nouveau mode d'action
- Meilleure visibilité et moins de moisissures



Andermatt Biocontrol SA Stahlermatten 6 · 6146 Grossdietwil téléphone 062 917 50 05 · www.biocontrol.ch

Des abattages bio pour se diversifier

En visite dans le Jura bernois à la boucherie Carnata qui tue et transforme à façon aussi des bêtes bio.

Dehors, la bise qui souffle la neige devant la fenêtre. Dedans, la viande étalée au milieu d'une grande table. Quatre jeunes bouchers, dont deux apprentis, dépècent rapidement les gros morceaux. À la sortie du village de Tavannes en direction de Tramelan, le boucher Erhard Seiler et sa femme Cécile gèrent depuis quinze ans la boucherie Carnata, qui a son propre abattoir et une petite vitrine de vente. De l'abattage à la livraison de la viande emballée, tout est fait maison.

Boucher bio à temps partiel depuis quinze ans

Carnata tue depuis le début des bêtes pour des paysans bio tout sauf la volaille. Au début il y avait peu de producteurs de viande bio qui amenaient leurs bêtes à Tavannes. La production conventionnelle reste toujours majoritaire, mais ils sont maintenant jusqu'à treize paysans bio qui confient leur bétail de boucherie à Carnata. Le besoin d'avoir un boucher certifié bio dans la raison s'est fait sentir après le déménagement dans les Grisons d'une boucherie certifiée bio des environs. Les 80 pourcent de la viande transformée retournent chez les producteurs et 20 pourcent sont vendus directement au magasin. «Par contre, la viande bio retourne à pratiquement 100 pourcent chez les producteurs», souligne Seiler. Elle est ensuite encore transformée chez les paysans pour être écoulée en vente directe.

Certification obligatoire à partir de six fermes bio

La famille Seiler a obtenu la certification bio dès qu'elle a eu des contrats avec plus de cinq producteurs de viande bio. D'après l'office fédéral de l'agriculture, les contrats de transformation à façon avec les producteurs ne suffisent plus au-delà de cinq fermes bio et l'entreprise de transformation doit obtenir son propre contrat de contrôle et de certification. En faisant cela elle s'engage à travailler conformément aux directives bio. Les transformateurs à façon ont pour conditions supplémentaires de ne pas commercialiser eux-mêmes les produits biologiques fabriqués et que la transformation à façon de produits biologiques ne représente pas leur activité principale.

Obstacles surmontables pour les entreprises mixtes

À l'arrière-plan, un apprenti pose sur la table de la viande qu'il a dépendue. Pendant ce temps Seiler explique: «Quand je travaille de la viande pour une ferme bio, je le fais avant de m'occuper de la viande conventionnelle.» Cela lui permet de garantir une claire séparation entre les deux qualités. Pour la fabrication des saucisses bio, Seiler utilise uniquement des ingrédients bio, et il doit parfois acheter de la viande à saucisse à un autre boucher bio, par exemple quand il n'y pas assez de lard bio. Il apporte les saucisses bio qui doivent être fumées à une connaissance qui a un fumoir à bois traditionnel. Pour les saucisses conventionnelles il utilise de la fumée liquide, mais le Cahier des charges de Bio Suisse l'interdit pour les saucisses Bourgeon.

Les quatre jeunes bouchers lèvent brièvement la tête de la table et nous lancent un cordial «au revoir!» – la visite de Carnata à Tavannes touche à sa fin. Carmen Büeler



Erhard Seiler de Tavannes BE. Photo: Carmen Bühler



Transformation bio et non bio

Il y a deux possibilités pour le contrôle des entreprises de sous-traitance. Le cas normal est que le transformateur à façon ait lui-même un contrat de contrôle avec l'organisme de certification. En cas d'exception, c.-à-d. quand le transformateur à façon n'a pas de contrat de contrôle avec l'organisme de certification, il y a des conditions qui doivent être respectées:

- La ferme bio (le mandant) doit conclure avec le transformateur à façon un contrat de sous-traitance;
- Le transformateur à façon peut travailler pour au maximum cinq fermes bio par année sans être lui-même certifié bio;
- La ferme bio reste propriétaire de la marchandise et doit acheter les ingrédients nécessaires pour la transformation.
- Lors du contrôle du mandant, le contrôle de la documentation présente chez le sous-traitant doit être possible en tout temps:
- Le transformateur à façon n'a pas d'intention de commercialiser lui-même les produits bio qu'il fabrique;
- La transformation à façon des produits biologiques est une branche de production secondaire.
- cbı

Contrat pour la transformation à façon de denrées alimentaires et fourragères bio

→ www.bio-suisse.ch > Transformateurs & Commerçants > La licence pour le Bourgeon > Modèles & formulaires

Pas d'exclusivités sur les variétés?

L'Assemblée des délégués (AD) de Bio Suisse se déroulera le 15 avril à Olten.

Au menu une élection et des débats: Les producteurs Bourgeon devraient à l'avenir cultiver uniquement des variétés auxquelles tous les producteurs Bourgeon peuvent accéder. Le Comité demande de modifier le Cahier des charges dans ce sens. Les délégués éliront un nouveau membre pour le Comité. Le lauréat du Prix mondial de l'alimentation et Valaisan de naissance Hans Rudolf Herren présentera à l'Assemblée sa vision de l'avenir de l'agriculture.

Un groupe de praticiens et d'experts a révisé la directive pour la sélection végétale promulguée en 2013. Il s'agit entre autres d'interdire aux producteurs Bourgeon suisses d'avoir des droits d'exclusivité sur des variétés. La question de la «production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH)» doit être repoussée d'une année supplémentaire. Le Comité avait demandé en 2014 d'ancrer dans le Cahier des charges de Bio Suisse ce nouveau programme introduit par le Conseil fédéral dans la PA 14-17. Toutes les fermes Bourgeon auraient dû respecter ce programme à partir de 2018. Les délégué ont repoussé la question et chargé la Fédération d'impliquer activement la base dans le processus décisionnel et de représenter

la question cette année. Le Comité désire faire voter sur la PLVH en 2016 seulement parce que les chiffres concrets sur l'application de la PLVH dans les fermes bio ne seront connus que cet été. Danielle Rouiller, de Cernier NE, se retire du Comité et l'AD doit procéder à l'élection de remplacement. Le nouveau membre viendra de préférence de la Suisse latine. Les organisations membres de Bio Suisse sont appelées à proposer des candidat-e-s issus de leurs rangs.

Le tableau ci-dessous présente un résumé des points de l'ordre du jour de l'AD. L'ordre du jour et les documents préparatoires ont été envoyés aux délégués vers la mi-mars. Les délégués peuvent déposer des motions écrites sur les points de l'ordre du jour jusqu'à et pendant l'AD. *Christian Voegeli, Bio Suisse* •



Info

Prière d'adresser vos questions et suggestions à la Coordination de la Fédération Bio Suisse, Christian Voegeli, tél. 061 204 66 23, christian.voegeli@bio-suisse.ch.

Les annexes de l'envoi préparatoire de l'AD:

→ www.bio-suisse.ch >À notre sujet >Fédération interne >Assemblée des délégués

1	Points statutaires	
1.1	Accueil	Ordre du jour, scrutateurs.
1.2	Procès-verbal	Adoption du procès-verbal de l'AD du 12 novembre 2014
1.3	Rapport annuel 2014	Rapport annuel sur l'année écoulée.
1.4	Comptes 2014	Adoption du bilan et des comptes 2014, décision sur l'excédent de recettes, rapports de l'organe de révision et de la Commission de gestion.
2	Élections	
2.1	Adieux	Danielle Rouiller se retire du Comité.
2.2	Élection complémen- taire pour le Comité	Un nouveau membre dot être élu au Comité pour remplacer Danielle Rouiller jusqu'à la fin du mandat dans un an.
3	Cahier des charges (CDC)	
3.1	Sélection végétale et multiplication	Lors de l'AD du printemps 2013, les délégués ont adopté des principes et des objectifs pour la sélection végétale biologique dans le Cahier des charges. Le règlement correspondant a été élaboré dans le courant de 2014. La promulgation du règlement est prévue pour début 2015. Le Comité demande d'adapter les principes et objectifs par rapport au droit d'exclusivité sur les variétés: À l'avenir, seules les variétés qui sont accessibles à tous les producteurs Bourgeon en Suisse pourront être cultivées dans les fermes Bourgeon.
3.2	Production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH)	Le Comité demande de reporter au printemps 2016 la décision de rendre la production de lait et de viande basée sur les herbages (PLVH) obligatoire pour les fermes Bourgeon.
4	Informations	
4.1	Rapport sur les affaires politiques	Informations sur les affaires politiques en cours.
4.2	Conférence de Hans Rudolf Herren	Ce que le Suisse Hans Rudolf Herren a réalisé en Afrique est unique en son genre: Le recours à une lutte réellement biologique contre les ravageurs a sauvé des millions de gens de la famine et permet de se passer d'insecticides. Aujourd'hui il dirige à Washington le Millennium Institut et préside la fondation suisse Biovision. Il travaille à des concepts pour assurer l'alimentation mondiale, la durabilité écologique et la lutte contre les maladies tropicales.

Pomme de terre: Premières variétés tolérantes pour l'année prochaine

Le FiBL et Agroscope multiplient leurs efforts dans le domaine du développement de variétés pour l'agriculture biologique. Le testage de nouvelles variétés dure normalement 4 ans au total. Les premières variétés tolérantes sont attendues pour 2016.

La liste des variétés de pommes de terre pour la récolte bio 2015 a été révisée et adaptée. Elle comprend maintenant trois nouvelles variétés à chair ferme, Alexandra, Erika et Venezia. Les trois ont une peau lisse, une chaire fine, une forme ovale avec des tubercules réguliers, mais leurs caractéristiques de résistance contre le mildiou et le rhizoctone sont le plus souvent moyennes à faibles. Ces trois variétés ont été testées en agriculture conventionnelle et ont figuré de 2013 à 2015 sur la liste des recommandations de Swisspatat, mais elles ne sont que partiellement recommandées pour l'agriculture biologique.

Pour des raisons de capacités de multiplication, il n'y a des plants bio que pour les huit variétés principales Charlotte, Agria, Agata, Ditta, Victoria, Désirée, Lady Christl et Jelly. Toutes les variétés ont cependant pu en principe être produites en conditions bio pour les cultures sous contrat. Pour l'utilisation de plants conventionnels, une autorisation exceptionnelle délivrée par le FiBL doit être obtenue avant la livraison des plants.

Vu qu'à part le mildiou et les différentes galles des pommes de terre le rhizoctone peut aussi provoquer d'importantes pertes de récoltes, ce critère a maintenant été pris en compte pour la liste variétale bio. L'autre nouveauté est la simplification du classement en seulement trois catégories: chair ferme, ferme à farineuse (types à deux fins) et variétés pour la transformation. Le groupe des très précoces ne contient toujours qu'Agata et Lady Christl.

Des variétés à chair ferme possédant de meilleures résistances au mildiou sont actuellement testées dans les essais pratiques du FiBL (voir le lien ci-dessous). Le FiBL fait depuis 2013 chez six producteurs des essais pratiques sur de grandes surfaces avec des variétés de pomme de terre résistantes au mildiou. Le but est d'avoir le plus vite possible à disposition un choix de variétés qui répondent aux besoins de l'agriculture biologique. Seules des variétés à chair ferme sont testées dans une première phase parce que c'est dans ce segment que les besoins sont les plus grands. La commercialisation des variétés en testage est assumée par la Coop. Les essais sont réalisés en collaboration avec Agroscope, Fenaco, Bio-Groupe et Rathgeb Bio.

La très prometteuse variété Vitabella va rester cette année dans l'essai variétal du FiBL malgré les turbulences autour de la protection des marques (voir Bioactualités 1/15). Les protagonistes se sont en effet mis d'accord pour se réunir afin de discuter de la suite des opérations. Hansueli Dierauer, FiBL



Toutes les variétés d'un coup d'œil

Liste variétale pour les pommes de terre bio

ightarrow www.shop.fibl.org

Rapport intermédiaire sur les essais pratiques (en allemand):

- → www.bioaktuell.ch > Pflanzenbau > Ackerbau > Kartoffeln
- >Biokartoffelsortenprüfung



Le FiBL et Agroscope testeront ces prochaines années la résistance au mildiou de davantage de variétés de pomme de terre. Photo: FiBL

Agenda

Cultures spéciales

Connaître et savoir cultiver Crocus sativus (Safran)

Contenu

Origine, biologie, anatomie, phénologie, culture et protection du Crocus sativus. Le conférencier Dr. en Psychologie de l'Université de Genève, Christian Michel Lachaud a été enseignant et chercheur en Suisse, USA, et Norvège avant de changer de vie en 2010. Passionné de botanique, il reprend la ferme familiale en Corrèze pour y produire SATIVOR®, un safran haut de gamme. En parallèle, il promeut la culture du safran par des formations et un livre de référence: La Bible du Safranier. Tout Savoir sur le Crocus sativus et sur le Safran.

Date, horaire et lieu Samedi 25 avril 2015, 8-17 h Agroscope IPV, Conthey

Coûts

Inscription avantle 15 mars: Fr. 100.-Inscription après le 15 mars: Fr. 120.-Visite et apéritif: Fr. 10.-

Renseignements et Inscriptions Au moyen du coupon qui se trouve dans le PDF sur l'agenda de www.bioactualites.ch ou par courriel.claude-alain.carron@

agroscope.admin.ch catherine.schnydrig@bluewin.ch

Visite de culture

Date, horaire et lieu

- ① Mercredi 1 avril, 9.00 h Thèmes de saison en grandes cultures, chez Thierry Thévoz, 1562 Corcelles-Payerne (RDV début), puis chez Laurent Godel, 1564 Domdidier
- 2 Lundi 20 avril, 9.30 h Essais de céréales et grandes cultures, chez Stéphane Detard, 1433 Suchy
- 3 Mercredi 27 mai, 9.30 h Essais du FiBL sur le travail réduit du sol et thèmes de saison, région de Cossonay (rappel sms pour le lieu)
- 4 Fin juin 2015 (la date sera communiquée par sms), 9.30 h Essais de variétés de pommes de terre tolérantes au mildiou, chez Damien Bettex, 1537 Champtauroz (RDV à la chèvrerie)

Renseignements et Inscriptions Pour toute question ou suggestion: Lisa Pagani, conseillère bio, tél. 021 905 95 50

Grandes cultures

Point chaud: le sarclage

Journée Grandes cultures et herbages d'Agrilogie, La betterave sucrière: variétés, sarclage, techniques de semis. Visites libres, postes de présentation sur les parcelles, démonstrations de machines, présentations de variétés (betterave sucrière. blé, orge, triticale), présentation d'adventices à problème, désherbage mécanique, robot de désherbage, strip-till, tabac, prairie mellifère...

Date et lieu

Jeudi 11 juin 2015, 9-16.30 h Agrilogie Grange-Verney, 1510 Moudon VD

Renseignements

Suivre le lien donné dans l'agenda sur bioactualites.ch.

Journée suisse des **Grandes Cultures** Bio 2015

Les productrices et producteurs bio, les conseillers agricoles, les chercheurs et les fournisseurs de machines se rencontrent lors de la 4ème édition de la journée nationale des grandes cultures bio.

Points forts: Grandes cultures sans bétail et faibles niveaux de fumure, démonstrations de machines de désherbage et de travail du sol, cultures associées.

Date et lieu

Samedi 13 juin 2015 Courtételle JU

Détails et renseignements

Voir pages 14 et 15 dans ce numéro ainsi que l'annonce sur bioactualites.ch

Tierhaltung

Provieh Stallvisite

Thema: Das Tierwohl im bestehenden Anbindestall optimieren Kuhsignale verstehen. Zweimalige Durchführung.

Wann und wo

① Dienstag, 24.März, 13.30 Uhr Generationengemein-

- schaft Walo u. David Perreten Feutersoey BE
- ② Freitag, 27.März 2015, 13.30 Betrieb Alfred und Bernadette Schüpbach, Gomerkinden, Hasle BE

Information

Bio Suisse, Thomas Pliska Tel. 061 204 66 60

Anmeldung

Inforama Waldhof, Bettina Springer bettina.springer@vol.be.ch

Gemüsebau

Erfahrungsaustausch Biogemüse

Aktuelles aus der Forschung, Beratung und Praxis, Besuch eines Praxisbetriebes.

Wann und wo

Mittwoch, 15. Juli 2015, 8.30 bis 17.30 Uhr Ort noch offen

Kursleitung Martin Koller, FiBL

Information, Anmeldung

FiBL Kurssekretariat Tel. 062 865 72 74 Fax 062 865 72 73 kurse@fibl.org www.anmeldeservice.fibl.org

Petites annonces

Ici vos annonces gratuites!

Les petites annonces publiée sur cette «Place du marché» sont limitées à 400 signes y. c. espaces et ne coûtent rien. Prière d'envoyer les textes de vos annonces à: Erika Bayer, FiBL, Ackerstrasse 113, Postfach 219, 5070 Frick, ou par courriel à publicite@bioactualites.ch tél. 062 865 72 72

OFFRE

Possibilités publicitaires gratuites pour la vente directe, l'agriculture contractuelle, les abonnements bio, les magasins bio, les trucs écologiques: L'association BioConsommActeurs, bientôt 2 000 membres et un site internet très visité, veut faire savoir où se trouvent les produits bio. Renseignez-vous! tél. 024 435 10 61 fax 024 435 10 63

info@bioconsommacteurs.ch

www.bioconsommacteurs.ch

Je taille vos arbres hautes tiges. Elague vos lisières de foret. Adapte vos haies vives aux conditions OQE. Je me déplace si possible en TP. Est à votre disposition arboriculteur patenté au tel/sms suivant tél. 078 843 72 89

L'équipe de la ferme de Cerniévillers cherche un à deux collaborateur /collaboratrice, de préférence avec une expérience agricole. tél. 032 952 19 19 ferme@cernievillers.ch www.cernievillers.ch

Bourse Bio

Vous trouverez sur www.boursebio.ch de nombreuses autres annonces concernant l'agriculture biologique, et vous pouvez aussi y mettre gratuitement des annonces.

Lettres de lecteurs

«Le bio et le sommeil du juste»

À propos du «Curieux remue-ménage politique», Bioactualités 1/15

Je ressens le discours placé dans la rubrique «Politique» comme apolitique, condescendant et déconcertant. Il me manque ce qui essentiel pour le bio, c.-à-d. une réflexion holistique et globale et la foi dans la force structurante fondamentale. Sans elles le bio tombe au rang de jouet des marchés. Dans un monde globalisé où la puissance commerciale tente de faire sauter la démocratie, il faut faire preuve de vigilance et de résistance. Il me manque sur la scène bio un débat actif sur les menaces venant des monstres du libre-échange comme TTIP, TAFTA, Tisa et Cie. Cette relation décisive manque aussi dans cet article sur les initiatives. La souveraineté alimentaire n'est en aucune façon une variante plus variée de l'initiative de l'USP. La souveraineté alimentaire fait sauter le cadre étroit de la consommation, du marché et de la production: Elle montre une alternative holistique, politique et solidaire à l'exploitation par l'économie néolibérale. Oui, j'aimerais déclencher un débat avec et entre paysannes et paysans bio. Réaliste, actuel et terrien.

Jakob Alt, Oetwil an der Limmat

«L'agroindustrie sous le couvert de la sécurité alimentaire»

À propos du contre-projet du Conseil fédéral à l'initiative de l'USP

Notre ministre de l'économie et son OFAG prônent l'ouverture des marchés et la libéralisation de l'économie. Ils saisissent l'opportunité du moment puisque les agricultrices et agriculteurs restent muets. Les différentes initiatives consommeront énergie et ressources. L'OFAG a déjà clairement défini l'orientation pour après la PA 18-21: libéraliser le plus possible, abolir la protection douanière et les aides à l'exportation. L'orientation des paiements directs 14-21 lui permet d'aplanir la voie vers l'ouverture du marché: moins de contributions pour les exploitations de plaine afin d'accélérer la mutation structurelle et plus pour l'entretien du paysage en zone de montagne. Même le contre-projet à l'initiative de l'USP n'est que pure arnaque. Le Conseil fédéral utilise le débat chargé d'émotions sur la souveraineté alimentaire pour remettre en jeu un mégaconcept de sécurité alimentaire à coups de libre-échange. Il ne se préoccupe pas du refus qui grandit dans la société à l'égard de la production agroindustrielle. Le libre-échange ne fera que nous apporter encore plus de produits de moindre valeur, de fabriques d'animaux, de pollution de l'environnement et de gaspillage de l'énergie et des ressources. Il n'en va pas seulement de la souveraineté alimentaire de la Suisse mais de la lutte mondiale contre un libéralisme effréné qui rend impossible toute coopération équitable. Or nous pouvons nous y opposer en luttant ici et maintenant contre l'ouverture de la ligne blanche.

Paul Sautebin, La Ferrière, Section Uniterre Jura & Jura bernois

Je vous le dis!

Le surplus de bureaucratie fait transpirer les paysans

La main sur le cœur: Comment ça se passe au bureau? Cette année il y a beaucoup de nouveautés à consigner par écrit. Cela signifie que je dois prendre plus de temps pour ça. Et qu'il faut savoir manier un ordinateur. Je sais, je dois encore travailler là-dessus. Pas le choix, il faudra bien finir par croquer dans cette pomme acide. Et comme toujours le temps presse. Les délais de dépôt doivent être tenus. Même si j'ai beaucoup de travaux en attente dehors. Mais rien n'y fait, le bureau doit être mis à jour. Motivé à fond je démarre l'ordinateur pour commencer par remplir le check-up biodiversité. La première difficulté se présente déjà. Qu'est-ce que je lis là? «... commencer par créer votre mot de passe, puis ...» Merci, on connaît. J'ai déjà besoin de mon premier café et du soutien moral de ma femme. Jusqu'à ce que ce soit OK! Je pressens des ennuis, car d'autres recensements attendent.

Revigoré par mon café, je donne mon temps au check-up biodiversité. Je descends de page en page pour trouver des mesures adéquates pour notre ferme. L'introduction dit qu'il faut en trouver au moins douze d'ici 2016. Je reste coincé à la onzième. Petite montée de stress, sueur sur le front, je n'arrive vraiment pas à trouver une douzième mesure qui ferait l'affaire. L'agriculture biologique n'est malheureusement mentionnée nulle part comme mesure. Je peux parcourir et parcourir ... de mon point de vue il manque la possibilité de cocher la plus importante des mesures pour l'homme et la nature: l'agriculture biologique elle-même. Heureusement il me reste douze mois pour passer à la réalisation, ce qui signifie que je reste avec seulement onze. Bon, le check-up biodiversité est rempli, et je commence déjà à ruminer un peu. Où faudra-t-il placer les tas de pierres qui me sauveront lors du prochain contrôle bio? Il me faut le prochain café. Une fois requinqué je passe au prochain programme: le recensement des données de la ferme. Heureusement que j'ai été à la séance d'information où on nous a expliqué ce qu'il fallait faire. Cela se passe assez bien grâce aux in-



structions écrites qui ont été distribuées. Ça sauve mon humeur et la journée ... autant de bureau d'un coup, ça suffit pour le moment. J'ai maintenant besoin de sortir, de prendre l'air et de faire quelque chose d'utile – car le prochain programme viendra forcément.

Silvia et Urs Büeler, Neumatthof, Aesch BL



Aliments pour bétail laitier

Rabais de CHF 3.00 / 100 kg sur les aliments pour bétail laitier combiné avec l'achat de sels minéraux jusqu'au 31.03.15

Action seaux à lécher

Rabais de CHF 4.00 par seau jusqu'au 30.04.15. Exemples de prix hors TVA:

- 5 seaux: CHF 34.40 / seau à 20 kg
- Petite palette (24 seaux): CHF 30.40 / seau
- Grande palette (45 seaux): CHF 27.80 / seau

D'actualité: Provaca Bio

Le meilleur régulateur de digestion et succédané du foin sur le marché suisse!

Nous vous conseillons volontiers

Mühle Rytz AG, 3206 Biberen Tél. 031 754 50 00 www.muehlerytz.ch, mail@muehlerytz.ch



riche en magnésium **UFA 995** riche en sélénium

Gratuit 1 sac de sel bétail à l'achat de 100 kg de composés mineraux MINEX/UFA jusqu'au 09.05.15

LANDI



- En reconversion sur demande
- Fèves de soja Bio En reconversion sur demande
- Colza Bio En reconversion sur demande
- Lupin doux Bio Aussi en reconversion
- Céréales panifiables et fourragères Bio Aussi en reconversion

Céréales · Oléagineux · Matières premières



Groupe de secteurs commerciaux de fenaco

Vos avantages

- La proximité d'un centre collecteur dans votre région
- Des conditions de paiement attractives
- Des facteurs de conversion avantageux pour les comptes marchandises UFA SA
- Des perspectives pour les exploitations en reconversion
- Des projets agricoles prometteurs





Vos personnes de contact

- Votre LANDI / Centre collecteur régional
- Ueli Zürcher, conseiller en production Ø 058 434 06 66
- Didier Kunkler, contrats de production Ø 058 433 64 01

D'autres informations sous www.fenaco-gof.ch • Produit Bio • Planification des cultures